



Une quarantaine d'agents de l'office national des forêts (ONF) a créé l'événement en manifestant hier, à Sisteron, devant la maison de l'entreprise, le jour du renouvellement des baux de chasse. Ils contestent la remise en cause par l'ONF de la gestion forestière et cynégétique.

Les forestiers étaient venus des cinq départements de la région pour se faire entendre.

« Nous dénonçons la dérive mercantile de l'État »

En prenant les chasseurs à témoin de leurs revendications, les forestiers ont voulu marquer par une action symbolique leur mécontentement à l'égard de leur direction.

«Ce n'est pas une mobilisation de masse et notre action ne s'inscrit pas en direction des chasseurs qui sont ici présents, mais envers notre direction, qui refuse de geler la réorganisation de l'établissement», lance Philippe Chauvin, porte-parole de l'intersyndicale qui travaille sur le secteur de Selonnet, près de Seyne-les-Alpes.

«Nous dénonçons la dérive mercantile imposée par l'État, qui débouche sur la dégradation du service rendu, faute de moyens humains et matériel suffisants. Le personnel est évacué du terrain et l'on assiste à une remise en cause totale de la gestion forestière et de la gestion cynégétique.»

« Il n'y a plus de dialogue social »

«D'autre part, les réserves de chasse mises en place par l'ONF vont disparaître pour la plus grande majorité d'entre elles, sacrifiées sur l'autel du profit. Globalement, il n'y a plus de dialogue social entre le personnel et la direction», déplore le représentant syndical.

Beaucoup craignent à la longue une vraie "privatisation" de l'ONF, du fait d'une réforme de leur administration qu'ils contestent fortement aujourd'hui.

«Le secteur de La Motte-du-Caire a perdu la moitié de ses effectifs. Ils sont passés de 8 à 4 aujourd'hui», dénonce Jean-Paul Bouffier (Sisteron) qui parle d'une «véritable catastrophe». Et d'ajouter : «En cette année de la biodiversité, la suppression des réserves de faune sauvage est mal perçue. Nous assistons à une totale contradiction avec le discours qui consiste à gérer durablement nos territoires».

« Une gestion de type marchand prédomine, au détriment de l'écologie et du social », observe le Gapençais Hervé Gasdon.

REPÈRES

QUELQUES CHIFFRES

L'ONF gère 8% du territoire national et environ un tiers des forêts pour le compte de l'Etat et des communes.

L'établissement emploie 10000 salariés, qui se décomposent en 6700 fonctionnaires ou assimilés et 3300 ouvriers forestiers et bûcherons.

5800 emplois ont été détruits à l'ONF depuis 25 ans.

REPÈRES

LA PHRASE DU JOUR

« Quand on manifeste, nous les forestiers, on n'empêche pas la forêt de pousser » a dit

Hervé Gasdon.